

L'escroquerie démocratique : Hillary ou Trump ? (Counterpunch)

★ legrandsoir.info/l-escroquerie-democratique-hillary-ou-trump-counterpunch.html

15 octobre 2016



Luciana Bohne

« *Pensez-vous que nous serions mieux sous Hillary ou Trump,* » m'ont demandé les membres de mon groupe d'écriture, lors d'une réunion en Octobre. « *Ce n'est pas une question de l'un ou l'autre. Je ne peux pas vous donner une réponse courte.* » Finalement, j'ai rédigé la réponse que voici.

Aux Etats-Unis, nous avons la démocratie politique mais la démocratie économique est rare. Nous avons les structures politiques de la démocratie, mais elles vacillent sur des fondations faites de clauses d'exception. Ces exceptions limitent les progrès de la démocratie d'en bas. Nous avons la démocratie pour quelques-uns et l'exclusion pour tous les autres. Nous avons le socialisme pour le capital et le capitalisme pour le reste. D'ailleurs, tout droit ou liberté politique est provisoire. Ils sont accordés avec des clauses d'exception rédigées en petits caractères ou avec des lacunes accumulées au fil du temps qui attribuent à l'État le privilège de les résilier.

Nous avons une démocratie qui se contredit depuis sa création. Elle professait que « tous les hommes » étaient nés égaux, sauf les *sous-hommes* qui n'étaient que du bétail légalisé et qui appartenaient à ceux qui les avaient achetés. Cette démocratie naissante limitait le droit de vote aux propriétaires, en encourageant l'appropriation par le vol des terres appartenant aux *sous-hommes* des peuples autochtones. Ce modèle de dépossession est évident aujourd'hui dans la violence systématique qui s'exerce contre les jeunes Noirs. Les hommes noirs constituent 6,6 pour cent de la population mais 40 pour cent des 2,3 millions de la population carcérale, contre 375.000 en 1970. Six millions de citoyens qui ont purgé leur peine n'ont pas le droit de voter.

La nature de notre démocratie

C'est la propriété, et non la démocratie, qui fut intégrée comme le nec plus ultra des intérêts vitaux dans l'ADN de notre organisme constitutionnel. C'est l'ostracisme qui régnait au sommet de la colline blanche post-coloniale des Etats-Unis. Pour être un membre à part entière de cette enclave utopique et exalté de profiteurs zélés, il fallait voler,

posséder et profiter.

L'éthique de la cupidité et de la concurrence n'assure guère l'harmonie sociale. Celle-ci est garantie par l'achat de l'opinion publique. Cela signifie la construction d'une superstructure de contrôle idéologique. Cela signifie conditionner le public à adopter les valeurs et les intérêts de l'élite dirigeante. Par conséquent, la croyance inculquée de la sacralité de la propriété privée induit chez les dirigés à croire que « la poursuite du bonheur » consiste à accumuler de biens matériels – contrairement aux penseurs des Lumières qui défendaient le droit au développement personnel nié par les structures sociales rigides de la féodalité.

Dans le capitalisme, la notion de propriété s'appuie sur l'exploitation. Elle n'est pas la garantie du bien-être public, de l'harmonie et de la sécurité. La propriété est la mère du racisme, de la guerre, du génocide, et de l'inhumanité. Nous avons, dans notre démocratie de bonimenteurs, de bons citoyens qui s'opposent aux guerres et au racisme. Mais l'opposition aux guerres et au racisme dans un état obsédé par la propriété est comme une opposition au feu en Enfer. Le Feu est la nature de l'Enfer tout comme la Propriété est la nature de notre état. C'est l'abolition de l'enfer qu'il faut exiger.

« *Il est tout à fait évident* », écrit le jeune Frederick Engels dans son premier livre publié, [La situation de la classe laborieuse en Angleterre](#)

, en observant la démocratie naissante de l'ère industrielle en Angleterre, « *que toute la législation est calculée pour protéger ceux qui possèdent contre ceux qui ne possèdent pas* »

L'escroquerie

Lorsque vous avez la démocratie politique sans justice économique, vous avez la forme sans le contenu. Karl Marx, qui, avec Engels, a étudié les constitutions émergentes de l'Europe libérale, surtout après les révolutions de 1848-1849, a tout écrit à ce sujet dans [La Sainte Famille](#), et a qualifié cette démocratie partielle d'« escroquerie démocratique ». Il considérait les Etats-Unis comme le pays modèle de cette « escroquerie », le pays le plus démocratique dans la forme constitutionnelle et le plus efficace pour réguler les passions du peuple dans les limites des intérêts de classe au pouvoir, assurant la paix sociale dans l'étau de son étreinte libérale brutale.

Pour sûr, notre Constitution était la plus démocratique de cette ère libérale émergente.

En Europe, par exemple, les constitutions libérales naissantes furent ruinées par une impulsion réactionnaire pour préserver certains degrés de despotisme. Pas la nôtre. Noir sur blanc il était écrit que nous répudions les rois et les despotes. Nous étions « nous le peuple ». Nous gouvernions. Nous n'étions plus des sujets mais des citoyens.

L'illusion du pouvoir entre les mains du peuple fut un brillant canular. « Pour l'amour de Dieu, laissez-les voter ; n'ayez pas peur des élections », chuchotèrent à la fin du 19ème siècle les élites étasuniennes à leurs homologues européens. « Qu'ils s'imposent leur propre soumission par le vote. Laissez-les croire qu'ils gouvernent. L'harmonie sociale vous coûtera moins cher que tous ces donjons et gendarmes ».

L'Europe a prêté l'oreille parce que les mouvements socialistes avaient véritablement décollé à la fin du 19ème siècle, en exigeant la justice sociale et économique. Elle a prêté l'oreille parce que le socialisme international menaçait d'unir, dans un combat commun contre l'impérialisme, les peuples soumis des colonies avec les masses de la patrie impériale. Les masses laborieuses de l'Europe réalisèrent que si le soleil ne se couchait jamais sur l'Empire britannique, il ne se levait pas pour autant sur les taudis britanniques.

Pour réaffirmer l'harmonie sociale, des concessions furent faites. Puis le mouvement socialiste fut éliminé lors de la Première Guerre mondiale qui fut à la fois une guerre de classe et une guerre inter-impérialiste. La marée montante de la prise de conscience de l'oppression générale retomba et s'échoua dans la boue des Flandres et les tranchées du front occidental. Sur le front de l'Est, la marée a tenu bon, en anéantissant l'autocratie Russe, et une expérience du pouvoir par le peuple a débuté. Une chose que les impérialistes n'avaient pas pris en compte lorsqu'ils excitaient

les peuples de chaque nation à se massacrer entre eux était que les guerres sont les creusets de la révolution. S'il existe une lueur d'espoir dans la boucherie en cours des guerres modernes de l'Occident contre les ex-colonies, elle réside dans l'espoir que l'histoire se répétera avec un retour de manivelle provoqué par la révolte et une révolte mondiale.

L'apparition du néolibéralisme.

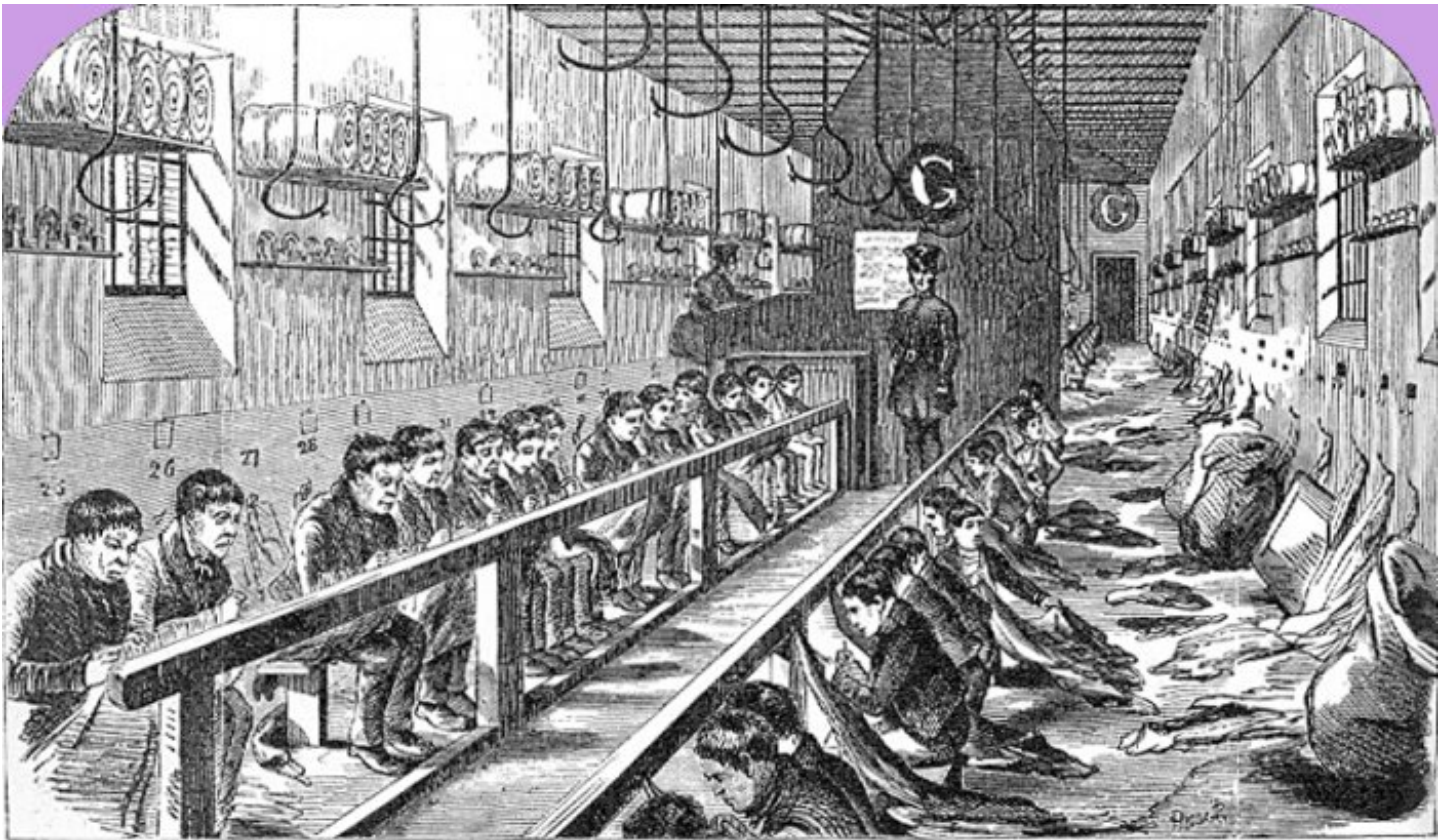
Depuis 1945, le système des deux partis étasuniens a brillamment réussi à maintenir un ordre social sous contrôle, en jouant au jeu de l'alternance fictive entre conservatisme et progressisme. En réalité, le jeu était joué pour confiner les gens dans un cadre politique extrêmement étroit où tout véritable choix politique se voyait étouffé et dans lequel on attendait des gens qu'ils se retournent les uns contre les autres à propos d'une concession mineure quelconque, ou qui ne mangeait pas de pain, que l'Etat jetait en pâture à tel ou tel groupe social. Les maintenir en agitation mais sous contrôle ; leur donner l'impression qu'avec la dissidence et le débat, ils vivaient dans une société libre. Voilà ce que les dirigeants aiment : des gens divisés mais faisant partie du troupeau. Il est vrai que parfois certains s'en échappent et descendent dans la rue, mais des concessions minimales seront faites et ils retourneront dans leur cadre étroit où ils se chamailleront sur leurs mérites ou démérites respectifs.

Dans les années 1970, les dirigeants ont pris une décision capitale. Ils ont noté que le taux de profit sur les investissements au sein de l'État-providence était plat. Ils ont remarqué que le maintien d'une économie industrielle générait trop de frais. Ils ont remarqué que les concessions faites pour assurer l'harmonie sociale s'étaient accumulées au point de mettre en péril la liberté des capitaux. Alors ils ont décidé de tout reprendre : l'investissement industriel au service du développement d'un pays ; les droits des travailleurs ; les services sociaux ; les réglementations sur les banques ; les restrictions sur les opérations financières hasardeuses et risquées. En bref, ils voulaient le retour de l'économie de casino débridée de Wall-Street de l'époque avant la Grande Dépression.

Ils savaient qu'ils s'engageaient dans une guerre sociale. Ils savaient que les gens allaient souffrir mais ils avaient confiance que les ravages de la politique de la terre brûlée néolibérale mettrait du temps à faire sentir ses effets à domicile. La révolte prévisible contre la paupérisation pouvait être retardée par le communautarisme de la société en groupes d'identité compartimentés, chacun cherchant l'attention de l'Etat sur un sujet précis. Nous sommes devenus une nation balkanisée de minorités parce que l'État sait que notre force, notre seule arme – est l'unité. Notre éparpillement est gérable.

A la fin des années 1970, l'industrie sidérurgique a quitté Pittsburgh pour le Brésil, bien que le taux de profit était de 12%. La région fut économiquement dévastée. Dans les années 1980, en tant qu'enseignant à 180km au nord de Pittsburgh, je lisais des essais rédigés par des étudiants d'une université publique de la classe ouvrière où j'enseignais. Les essais racontaient des histoires déchirantes de pères en détresse - des métallos qui avaient perdu leur emploi, buvaient, se querellaient avec leurs épouses, qui divorçaient.

Plus pénible à lire, cependant, étaient les causes que les étudiants attribuaient à l'insécurité de leurs jeunes vies. Ils citaient des lois environnementales trop strictes ; une fiscalité des entreprises excessive ; la cupidité des syndicats. Ils avaient abandonné leur raison et cédé à la passion des flammes du ressentiment que le Parti Républicain attisait avec le tisonnier du racisme. Ils supposaient que la démocratie était allée trop loin avec la discrimination positive, favorisant un groupe au détriment d'un autre. Ils étaient d'accord que « le gouvernement était trop envahissant » et la protection sociale trop somptueuse. Les philistins du Parti républicain compensaient leur confiance dévoyée avec des élucubrations pédantes sur la famille et les valeurs religieuses, le « caractère sacré de la vie », la sobriété de la peine de mort comme mesure de discipline sociale – autant de mesures qui ne réduisent ne serait que d'un centime ni le budget de la défense ni les subventions accordées aux entreprises. Le complexe pénitentiaire est devenu une activité lucrative pour l'investissement et l'exploitation – l'équivalent des *workhouses* (*) britanniques du 19ème siècle.



Millbank workhouse

Le Parti Démocrate, quant à lui, a prêché la tolérance raciale, mais a adopté des lois draconiennes incarcérant les personnes les plus vulnérables, les jeunes, les pauvres et, de façon disproportionnée, les Noirs. Ils « réformèrent » la protection sociale puis ont laissé croire aux Blancs que les Noirs avaient volé leurs allocations. En réalité, la plupart des bénéficiaires de la protection sociale étaient des Blancs pauvres. Le Parti Démocrate a lancé le discours sur le multiculturalisme, ghettoïsant ainsi les groupes sociaux autour de questions sociales uniques, élargissant les fractures de la cohésion sociale, de la solidarité et de la coopération.

Ce qui gisait sous les décombres, enseveli sous les discours sur les valeurs et l'identité, était la classe sociale, l'inavouable, le proscrit. La classe ouvrière a cessé d'exister en tant qu'entité linguistique dans le discours public et intellectuel. Il a cessé d'exister politiquement, parce que lorsque la langue meurt, l'histoire, la culture et la conscience des gens meurent aussi. Ainsi, les Démocrates ont adopté l'ALENA et l'ALEAC, des actes d'agression économique contre le monde du travail, ici et ailleurs. Ils ont abrogé la loi Glass-Steagall et ouvert la porte aux dérives financières sans entraves, ce qui nous a valu le crash de 2007-8, lorsque les conneries des deux partis ont fini par déborder. La masse, jusqu'ici divisée et apathique, explosa de colère contre « les riches ». Voilà que l'inculture politique du peuple, si assidûment cultivée par les deux partis, s'éveillait à une perception de la classe comme relation sociale inégale de pouvoir au sein de la société.

L'harmonie sociale se décompose

Dans la campagne électorale présidentielle en cours, nous avons assisté à une relâche du contrôle exercé par les deux partis. Les beaux jours de la conciliation de classe et de coopération active de la population avec les intérêts des élites économiques ont clairement atteint une sorte de début de la fin. Les électeurs somnambules qui autrefois s'alignaient derrière le candidat retenu par leurs partis respectifs - Républicains à votre fausse droite et Démocrates à votre fausse gauche - se sont soudainement réveillés, leur apathie éclatant dans un désordre, une débauche et une indiscipline inattendue.

Douze millions d'électeurs ont rejoint la campagne d'un « indépendant », le sénateur Bernie Sanders, qui se présenta comme candidat du socialisme démocratique. 13,3 millions sont devenus partisans du milliardaire entrepreneur immobilier Donald Trump, le candidat voyou parvenu du Parti Républicain. En réalité, aucun des deux candidats n'a reconnu l'ampleur du problème du capitalisme mondial en crise qui est la cause du retour au capitalisme rapace prôné par le néolibéralisme. Ni compris ou avoué que le néolibéralisme était une nécessité pour la survie du capitalisme. Ainsi, tous les deux ont proposé de retourner à une époque où le pays connaissait une prospérité, Sanders à l'économie du New Deal ; Trump à l'époque du fordisme industriel, toutes deux spécifiquement saccagées par le néolibéralisme. Hillary Clinton, en tant que partenaire néolibérale, à la fois dans l'idéologie et la pratique, de Bill Clinton, comprend que le néolibéralisme est la dernière bataille pour l'hégémonie mondiale du capital international. Voilà pourquoi elle est la candidate des néoconservateurs.

Mais les gens, poussés par leurs conditions matérielles de plus en plus difficiles, en ont finalement eu assez. Les années Obama ont ruiné tout espoir de changement – et les derniers espoirs dans les promesses des deux partis. Les guerres se sont poursuivies et se sont intensifiées, augmentant le budget de la défense à plus de \$600 milliards ; le complexe militaro-industriel a amassé des fortunes à faire pâlir d'envie Crésus ; la surveillance s'est intensifiée ; les banques ont récupéré et profité, en abandonnant au peuple les miettes de l'austérité ; les capitaux se sont précipitamment exportés à la recherche d'investissements ; le marché du travail n'offre plus que des emplois précaires et sous-payés ; des accords de commerce internationaux anti-travail et anti-souveraineté se sont multipliés. La corruption. La violence policière. Les immigrés boucs-émissaires, les déportations massives. le contrôle des médias. Les mensonges. La belligérance. La politique étrangère destructrice : agressions militaires et changements de régime. Le démantèlement du droit international et des traités internationaux. Le faux humanitarisme. La perte de la « bonne opinion du monde, » que la Constitution demandait avec tant d'insistance au peuple des États-Unis de cultiver. Au lieu d'entretenir des relations de bon voisinage, nos dirigeants aspirent à devenir les propriétaires abusifs de la planète.

Les gens ont honte. Dans un coin de leur conscience embrumée, ils ont honte de leur pays. L'augmentation de la pauvreté les prive de leur dignité. Ils doivent se sentir honteux de leurs conditions de vie et de l'état du pays. Et ça, ce n'est pas bon pour les dirigeants : la honte est une émotion où la conscience révolutionnaire germe. Qui peut vivre longtemps sans le respect de soi avant de recourir à la révolte ou de succomber à la haine de l'humanité de manière à déplacer le dégoût de soi, à la manière des fascistes ? Par-dessus tout, qui peut vivre longtemps dans une société où la violence endémique est un symptôme évident de la douloureuse absence d'amour ?

Conclusion

Trump ou Hillary ? Mauvaise question. Au contraire, nous devons réaliser que dans la mesure où il s'agit d'un choix proposé par les dirigeants, c'est un piège auquel nous ne pouvons plus échapper, mais qui pourra servir de leçon pour l'avenir. Dans la culture libérale dans laquelle nous avons tous été éduqués - Républicains ou Démocrates - nous avons été habitués à chercher le sauveur suprême. Nous emboîtons le pas des puissants. Nous espérons que l'émancipation viendra d'en haut alors que le changement radical et la démocratisation ne viendront que d'en bas. C'est ça la difficulté, c'est ça qui nous fait peur. Nous sommes paisibles parce que nous ne connaissons pas notre propre force, et aussi longtemps que nous l'ignorons, nous serons des sujets et non des citoyens.

Nous devrions voir dans le rejet des partis traditionnels que représentent les candidatures de Trump et Sanders, la possibilité – la nécessité, en fait - d'organiser un parti du peuple. On pourrait même l'appeler Parti des Déplorables, car si l'on exclut les « masses désordonnées » (selon Marx et Engels, pour se moquer du mépris dont elles faisaient l'objet de la part de l'élite arrogante), on admettra que la démocratie n'a aucune chance. Elles sont « désordonnées », mais sont-elles à blâmer, elles qui ont cessé de compter, ou même d'exister, sur le front de la guerre de classe qui a été lancée contre la démocratie – c'est-à-dire contre nous tous ?

Les lignes de division ethniques doivent disparaître. C'est un impératif pour l'unité. Aux États-Unis, le racisme est une peste endémique et récurrente. Il est à la racine de nos divisions politiques. Voilà donc la première tâche : l'éradiquer par l'éducation. Engels, qui a partagé sa vie avec Mary Burns, une Irlandaise républicaine radicale, avait

bien compris le racisme contre les Irlandais qui imprégnait la classe ouvrière anglaise. Ce n'était pas un simple trouble psychologique. Il est apparu parce que les usines des Midlands importaient des travailleurs irlandais pour briser les grèves. Néanmoins, il voyait dans la classe ouvrière anglaise la force nécessaire pour mener une révolution sociale :

« L'Angleterre démontre que plus une classe se trouve en bas de l'échelle sociale et plus elle est « inéduquée » dans le sens habituel du mot, plus sa relation avec le progrès est forte et plus son avenir est grand. »

J'ai tenté « d'expliquer patiemment » - maxime de Lénine - et, au cours de cette explication qui n'est même pas une réponse « claire et précise », j'ai peut-être épuisé la patience du lecteur, mais il est important de savoir que si nous votons pour l'un ou l'autre de ces deux candidats, nous le faisons sans illusion. Si nous votons pour le « moindre mal », que ce soit la dernière fois, car c'est bien pour le mal que nous voterons.

Luciana Bohne

Luciana Bohne est co-fondatrice de Film Criticism, une revue des études de cinéma, et enseigne à l'Université Edinboro en Pennsylvanie.

(*) NdT : lire ce texte de F. Engels sur les « *workhouses* » britanniques :

https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe_18450315_11.htm

Traduction "ce qui est sympa avec les trads sur les US, c'est qu'on peut assez facilement les transposer à la France et faire d'une pierre deux coups" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

»» <http://www.counterpunch.org/2016/10/14/the-democratic-swindle-hillary-or-trump/>